



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUDOIN & FILS BETON (by EDICEM)

Passage Lucbert
lieu-dit Hestigeac-Est
33700 Mérignac

Références : 25-917
Code AIOT : 0003103292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement AUDOIN & FILS BETON (by EDICEM) implanté Passage Lucbert lieu-dit Hestigeac-Est 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu de manière inopinée. Une revue documentaire a été réalisée *a posteriori* suite à la transmission des documents par courriel du 07/05/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUDOIN & FILS BETON (by EDICEM)

- Passage Lucbert lieu-dit Hestigeac-Est 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0003103292
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUDOIN & FILS BETON exploite une plateforme de valorisation matière comprenant une installation de traitement par lavage et concassage (rubrique 2515) et une station de tri, transit et regroupement de matériaux et déchets inertes (rubrique 2517). Déclarées le 23/02/2012, ces installations relevant de la rubrique 2517 bénéficient de droits acquis au titre de l'antériorité pour le régime de l'enregistrement suite à une évolution de la nomenclature des installations classées. Au sein de cette plateforme, une installation de fabrication de béton de prêt à l'emploi est également exploitée par la société (récépissé du 23/02/2012, rubrique 2518).

Le référentiel applicable est alors le suivant :

- Arrêté ministériel du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " ;
- Arrêté ministériel du 26/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les points de contrôle relatifs à la centrale béton font également l'objet d'un rapport séparé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Code de l'environnement du 23/04/2025, article Annexe R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installations, ouvrages, travaux ou aménagements (IOTA)	Code de l'environnement du 23/04/2025, article R. 214-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Prélèvement dans la nappe	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Traçabilité	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des déchets	10/12/2003, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 30/06/1997	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Nuisance sonore	Arrêté Ministériel du 30/06/1997	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Modification de la plateforme	Code de l'environnement du 23/04/2025, article R. 512-46-23	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 23/04/2025, article R. 512-68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le changement de direction de la société exploitant la plateforme a été régularisé. L'inspection a été l'occasion de vérifier que le référentiel réglementaire applicable aux activités n'est pas connu de l'exploitant, ce qui conduit à des non-conformités sur le suivi environnemental de la plateforme. Par ailleurs, le rapport traite d'une plainte bruit reçue en septembre 2025 et des compléments attendus dans le dossier de modifications des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2025, article R. 512-68
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
Constats :

Il est constaté sur site que le panneau d'entrée du site et la signalétique sont au nom de la société EDYCEM.

L'exploitant explique que la société AUDOIN & FILS BETONS a été rachetée par la société EDYCEM en mai 2022. Ce rachat a entraîné **uniquement un changement de dirigeant de la société**, les autres caractéristiques telles que forme juridique, SIRET, code NAF, code registre du commerce et dénomination commerciale n'ont pas évolué.

L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du 16/02/2025 permet de vérifier que la SAS AUDOIN & FILS BETON est dorénavant présidée par la SAS EDYCEM.

Bien qu'EDYCEM soit le nom affiché par cohésion de groupe, la société AUDOIN & FILS BETONS reste "l'exploitant" en tant qu'entité morale.

L'information de cette évolution a maintenant fait l'objet d'une déclaration par courrier du 06/05/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2025, article Annexe R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature

Prescription contrôlée :

Par antériorité dont acte a été donné le 29/05/2018, les activités relevant des rubriques suivantes sont autorisées selon les seuils et capacités déclarées suivantes :

Activités/installations	Rubriques et capacités (ICPE/IOTA)	Régime et référentiel
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	2517-2 Surface de 15 000 m ²	E APMG du 10/12/2013
Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522.	2518-b Capacité de malaxage inférieure ou égale à 3 m ³	D APMG du 16/11/2011
Installations de broyage, concassage, criblage,	2515-1-c Puissance entre 40 et 200 kW	D APMG du 30/06/1997

concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2

Puissance entre 40 et 200 kW

APMG du 30/06/1997

Constats :

Pour apprécier le respect du seuil de classement des installations de criblage, concassage, lavage au titre de la rubrique 2515, l'exploitant a communiqué les fiches techniques des constructeurs pour les différents équipements fonctionnant sur site, à savoir :

- une installation fixe de criblage/lavage d'une puissance totale de 26 kW ;
- une installation mobile de criblage d'une puissance de 97 kW fonctionnant par campagne (15 à 20 jours par mois) ;
- une installation mobile de concassage d'une puissance de 198 kW fonctionnant par campagne (1 semaine par trimestre).

Afin de garantir qu'en fonctionnement simultané la puissance est toujours inférieure ou égale à 200 kW, l'exploitant a mis en place un planning dont la principale règle est que lors de la campagne de concassage, aucune autre installation (ni fixe ni mobile) ne doit fonctionner. Un extrait du suivi du planning 2025 a été consulté et n'appelle pas de remarque.

En revanche, le rapport de contrôle du bruit (voir constat fiche 7) montre une situation avec usage d'une pelle mécanique équipée d'un brise roche hydraulique (BRH). **La puissance de cet équipement n'est pas présentée par l'exploitant.**

Par ailleurs, la surface de la plateforme étant supérieure à 15 000 m², il est nécessaire d'identifier la surface dédiée à l'activité de tri/transit/regroupement de matériaux et déchets inertes. Aucun plan n'a été fourni. Ce plan intégré à tout dossier d'enregistrement (cf. article R. 512-46-4 CE) est obligatoire pour le suivi de la situation administrative.

En effet, le régime de classement ne sera pas remis en cause, mais un éventuel accroissement de la production est suspectée au regard de l'historique réalisé à l'occasion du rachat du site par EDYCEM (étude ArcaGée du 23/03/2022), ce qui mérite une actualisation de l'étude d'incidences sur l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter l'évaluation du classement de ses installations :

- en fournissant une liste exhaustive des équipements utilisés pour le broyage, concassage, criblage, (...) de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, associés à leur puissance,
- ainsi qu'en justifiant d'un plan d'implantation de chaque installation et station relevant d'une rubrique ICPE et les différentes zones de travail (entreposage, criblage terre/béton, fraisât, etc.) en indiquant celles qui sont dites "permanentes" de celles dont l'usage et/ou les matériaux peuvent évoluer (par exemple, dépôts enrobés).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations, ouvrages, travaux ou aménagements (IOTA)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2025, article R. 214-1

Thème(s) : Situation administrative, Classement

Prescription contrôlée :

Du fait des courriers du 22/11/2017 et du 23/09/2019 donnant acte des droits acquis au titre de l'antériorité, les IOTA relevant des rubriques suivantes sont autorisées selon les capacités ci-dessous :

Activités/installations	Rubriques et capacités	Régime et référentiel
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	1.1.1.0 1 puits	D APMG 11/09/2003 (1.1.1.0)
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la	2.1.5.0 Surface imperméabilisée de 11,4 m ²	D

projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.		
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.	1.1.2.0 Débit instantané max : 30 m ³ /h Volume max : 50 000 m ³	D APMG 11/09/2003 (1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0)

Référentiel pour les installations de fabrication de béton prêt à l'emploi (article 5.3 de l'APMG du 26/11/11) ; « La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m³, en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio. »

Constats :

Un forage est toujours utilisé pour alimenter en eau d'appoint les installations de lavage et la production de béton, en compensation d'épisodes de niveau bas du plan d'eau, qui récupère les eaux de ruissellement et de procédé après traitement par décantation. Selon le dossier relatif à la création du forage, le prélèvement concerne la nappe pliocène entre 8 et 20 m de profondeur.

L'exploitant a transmis les relevés du compteur d'eau issue du forage.

Ainsi, les volumes prélevés sont :

- en 2023, 55 411 m³, et
- en 2024, 16 737 m³.

Le document fait mention, par période, d'un principe d'auto-consommation par prélèvement dans le lac sans que le forage n'ait eu à l'alimenter. Ce volume d'auto-consommation n'a pas été présenté.

En 2023, le prélèvement d'eau total a été supérieur de 10% au seuil autorisé sans dépasser le volume seuil défini par l'arrêté ministériel relatif aux installations relevant de la rubrique 2517 (75 000 m³/an). Aucune différence n'est faite entre l'usage "traitement des matériaux" et "fabrication du béton" ce qui ne permet pas d'apprécier le respect du seuil réglementaire pour l'activité "béton".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé de justifier précisément les consommations d'eau au regard des différentes installations classées au sein de la plateforme et de se positionner par rapport aux référentiels réglementaires et notamment par rapport à la disposition " réduire le plus possible la consommation d'eau". Le cas échéant, de nouveaux compteurs complètent le réseau de suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prélèvement dans la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Protection du forage
Prescription contrôlée : <p>Pour les forages qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des forages s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage (...) Il doit permettre un parfait isolement de toute pollution par les eaux superficielles.</p>
Constats : <p>Le forage a été observé au Nord des installations. Un compteur est bien en place.</p> <p>En revanche, la sécurisation de la tête de forage n'est pas suffisante et ne respecte pas les recommandations présentées dans le dossier technique porté à la connaissance du Préfet et daté de juin 2019 (page 34).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de renforcer la protection de la tête de forage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2003, article 48
Thème(s) : Autre, Procédure d'acceptation et registre

Prescription contrôlée :

Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ».

L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.

Article R. 541-43-1 CE - terres excavées :

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Article R. 541-43 CE - déchets :

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Constats :

En application à l'arrêté ministériel du 12/12/2014 précité, l'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable dans laquelle il définit les modalités pour l'entrée sur sa plateforme de déchets inertes. La version du 29/11/2022 (P_HSE_01.0113-a) a été consultée.

Les catégories de déchets admis et les déchets devant faire l'objet, *a minima*, d'un test de lixiviation, sont cohérents avec l'arrêté ministériel.

En revanche, le vocabulaire "stockage" pour identifier la nature de la plateforme est erroné et doit être modifié. En outre, les questions visant à repérer les situations à risques de pollution sont différentes d'une DAP à l'autre. Une question sur la connaissance d'un incendie, y compris de végétation, au droit du chantier mérite d'être ajoutée pour cibler les risques de présence de PFAS en cas d'utilisation d'émulseur par les pompiers ou de résidus polluants lié aux imbrûlés (dioxines et furanes, HAP, métaux lourds...).

La procédure prévoit bien la mise en place d'un registre des déchets et une acceptation par système de "lot".

<p>Un extrait du registre des déchets entrants (de janvier à avril 2025) a été fourni. Il appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence d'un espace pour saisir l'adresse du chantier d'où proviennent les déchets inertes ; - pour plusieurs chantiers, ville du chantier non saisie ; - numéro de DAP non saisi. <p>Le registre des déchets sortants a été fourni pour la même période. Les carrières indiquées comme exutoire final sont bien autorisées au remblaiement par des déchets inertes extérieurs.</p> <p>Le registre national numérique (RNDTS fusionné avec TRACKDECHETS depuis le 5/05/2025) est rempli en juin et juillet 2025, mais aucune donnée n'est renseignée depuis. Le registre sortant n'est pas télédéclaré.</p> <p>L'absence de registre télédéclaré est une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger et améliorer sa procédure d'acceptation préalable selon les remarques précédentes, ainsi que de justifier la télédéclaration des terres et déchets entrants et sortants de la plateforme, selon les délais réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières et rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rejets aqueux</u> : APMG 30/06/1997 (rub.2515-D), article 5.9 et APMG 26/11/2011 (rub.2518-D), art.5.11</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 [<i>température, pH, HCT, MES</i>] doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement.</p> <p><u>Poussières</u> : APMG 10/12/2013 (rub.2517-E), articles 41 et 50 et APMG 26/11/2011 (rub.2518-D) art.6.3</p> <p>L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis les rapports établis par le CERIB pour le suivi des poussières et de la qualité</p>

du plan d'eau dans lequel sont dirigées les eaux pluviales et les eaux de procédé après décantation.

Le référentiel pris en compte dans ces rapports n'est que l'arrêté ministériel encadrant l'activité de fabrication de béton prêt à l'emploi.

Les derniers contrôles de la qualité du plan d'eau, en novembre 2022 et juillet 2024, n'appellent de remarque.

Pour les poussières, le suivi a eu lieu sur 15 jours en mai 2023 et juillet 2024.

La fréquence de suivi n'est donc pas respectée pour l'activité de transit et de concassage de matériaux et déchets inertes.

Par ailleurs, les niveaux d'empoussièrement sont significatifs. Les arrêtés ministériels ne fixent pas de seuil. Pour autant, en prenant pour référence le seuil défini par l'arrêté ministériel encadrant l'activité des carrières (AM 22/19/1994), les résultats sont près de 2 fois supérieurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de corriger le référentiel pris en compte.

Il est donc demandé la mise en place d'un suivi trimestriel des retombées de poussières selon les normes réglementaires, et de justifier de mesures limitant l'envol de poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Nuisance sonore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle

Prescription contrôlée :

APMG 30/06/1997 (rub.2515-D), article 8.4

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau [voir article 8.1].

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

A noter, APMG 26/11/2011 (rub.2518-D), article 8.4 :

(...) pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi :

- la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ;
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures est de nouveau au minimum annuelle.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a mis en place un suivi des émissions sonores tous les 3 ans. Le rapport relatif au contrôle du 16/07/2024 a été consulté.

Pour ce qui concerne la représentativité des mesures, il est indiqué qu'elles ont eu lieu de jour (10h15-15h30) et que les activités en fonctionnement étaient :

- la centrale à béton ;
- le tri et le bris des blocs à la pelle mécanique équipée d'un BRH ;
- le traitement des granulats par l'installation fixe ;
- la circulation des camions, des chargeurs et des pelles mécaniques ;
- le (dé)chargement des granulats ;
- les opérations de l'entreprise extérieure : traitement de granulats au moyen d'un cribleur mobile.

Cette situation semble être représentative d'un "niveau d'activité maximal" qui reste à confirmer par l'exploitant au regard des différentes campagnes et différents équipements utilisés (voir constat fiche 2).

Par ailleurs, aucune mesure représentative des zones à émergence réglementée (ZER), ni aucune mesure nocturne n'a été réalisée alors que, d'une part, des maisons d'habitation sont bien présentes autour du site et, d'autre part, que des déchets inertes sont accueillis de nuit, par campagne, par exemple, lors de chantiers routiers.

L'exploitant justifie ce choix en mesurant les émergences en limite de site et en indiquant que les campagnes nocturnes ne représentent que quelques nuits par an.

Pour ce qui concerne les résultats, en limite de site, ils sont conformes aux seuils fixés pour une période d'exploitation de jour. Pour les émergences, contrairement à ce que conclut le bureau d'étude, en point 3 et 4, elles dépassent les seuils.

Dans la mesure où ces points sont *a priori* pénalisant pour exprimer les résultats en ZER, il n'est pas possible de conclure sur la conformité de la plateforme.

En outre, plusieurs mois après l'inspection, une plainte a été déposée auprès de la DREAL, en date du 25/09/2025, concernant des nuisances nocturnes.

A ce moment là, l'exploitant a bien confirmé être en campagne de regroupement de fraisât en

provenance de la rocade bordelaise. Il a expliqué avoir étendu ses aires d'entreposage au sein de sa plateforme ce qui a induit de nouvelles zones de nuisance. Cette nouvelle situation n'a pas été étudiée par l'exploitant qui n'a donc pas pris les mesures préalables adéquates.

En réaction, l'exploitant a mis à jour la liste du voisinage potentiellement impacté pour échanger à l'avenir sur les prochaines périodes de campagne nocturne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de programmer une prochaine campagne de mesure du bruit représentative, couvrant les différentes périodes d'activité possibles de la plateforme (jour/nuit) et les ZER.

Au besoin, un plan d'actions avec un calendrier justifié accompagne les résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Modification de la plateforme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2025, article R. 512-46-23

Thème(s) : Situation administrative, Dossier et compléments

Prescription contrôlée :

II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'inspection a été l'occasion pour l'exploitant de présenter un projet de Bordeaux Métropole, au niveau de l'avenue Marcel Dassault qui longe le site au Sud, ayant vocation à élargir cette avenue pour la mise en place d'une ligne de bus à haut niveau de service. La conséquence est un recul de la limite de propriété affectant l'implantation des activités sur la plateforme. Ces modifications sont l'occasion pour l'exploitant de moderniser son site en :

- modifiant l'accès via l'avenue M.Dassault au lieu du chemin passage Lucbert,
- séparant la zone tertiaire (bureaux, vestiaires, parking...) de la zone de production,
- déplaçant et installant une nouvelle centrale béton en remplacement de l'existante, notamment en imperméabilisant la zone,
- installant un nouveau laveur de roues.

Un dossier de modification a été transmis par l'exploitant par courriel du 07/05/2025.

Après examen, ce dossier est jugé incomplet pour apprécier les incidences environnementales de l'évolution des activités et de la modification d'implantation de la plateforme au regard de la déclaration historique d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier selon les remarques suivantes :

- le référentiel réglementaire utilisé pour justifier la surveillance environnementale est tronqué dans la mesure où seul l'arrêté ministériel relatif à l'activité "béton" est pris en compte. Les demandes d'amélioration et de justificatifs complémentaires sont déjà listées dans les fiches de constats précédentes. A partir du référentiel applicable, le document justifiant de son respect doit être fourni tel que prévu au point 8 de l'article R. 512-46-4 CE ;
- la démonstration que les installations ont une consommation réduite d'eau doit être étayée par la présentation des flux, des moyens de mesures et un plan du réseau d'eau ;
- la présentation du calendrier et de l'organisation de l'activité en phase travaux est manquante et doit être ajoutée, avec l'analyse des incidences environnementales pour cette période.

Par ailleurs, l'étude historique et l'état initial réalisés à l'occasion du rachat du site par EDYCEM (étude ArcaGée du 23/03/2022), ont permis de découvrir de légères pollutions ponctuelles en hydrocarbures et HAP pour lesquels le bureau d'études recommande de "déterminer l'extension du spot de pollution".

Dans le cadre du projet de travaux, il est attendu que l'exploitant se positionne sur les mesures préventives à mettre en place et le retrait de ces sources de pollution en vue de démontrer la maîtrise de son activité au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois